

Mémento

Modifications de la désignation des bénéficiaires des capitaux en cas de décès

Principe

1

Il est permis de modifier l'ordre général des bénéficiaires prévu pour les capitaux en cas de décès.

Quel est l'ordre général des bénéficiaires prévu par le règlement?

2

Si une personne assurée décède et qu'un capital en cas de décès arrive à échéance, les personnes ayants droit sont les suivantes:

- a) le conjoint
à défaut:
- b) le partenaire, pour autant qu'il existe un partenariat fondant un droit entre les deux partenaires, conformément au ch. 29.3 a) et b) du règlement de prévoyance;
n'ont pas droit au capital en cas de décès les personnes qui perçoivent déjà d'une institution de prévoyance suisse ou étrangère une rente de conjoint ou de partenaire;
à défaut:
- c) les descendants successibles;
à défaut:
- d) les personnes à l'entretien desquelles la personne assurée subvenait de façon substantielle;
à défaut:
- e) les parents de la personne assurée;
à défaut:
- f) les frères et sœurs de la personne assurée ou leurs enfants survivants.

En l'absence d'ayants droit définis sous les lettres a) à f), la moitié du capital en cas de décès est versée aux autres héritiers légaux, à l'exclusion des corporations de droit public.

Si les droits des bénéficiaires n'ont pas été précisés, la répartition se fait à parts égales entre les différents bénéficiaires de la même catégorie.

Le capital en cas de décès ne fait pas partie de la succession de la personne décédée.

Quelles sont les personnes considérées comme ayants droit?

3

3.1

Par **conjoint**, on entend toujours la personne qui était mariée à la personne assurée au moment du décès de celle-ci (donc pas le conjoint au moment de la modification de la désignation des bénéficiaires).

3.2

Par **partenaire**, on entend toujours le partenaire de la personne assurée au moment du décès de celle-ci.

3.3

Un **partenariat fondant un droit entre deux partenaires** existe lorsque, au moment du décès,

- a) les deux partenaires ne sont ni mariés ni apparentés et
- b) qu'ils ont formé une communauté de vie sans interruption durant les cinq années précédant le décès de la personne assurée, ou que le partenaire survivant de la personne assurée a bénéficié d'un soutien substantiel de la part de cette dernière, ou que le partenaire survivant doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs.

Un partenariat fondant un droit entre deux partenaires peut aussi être formé par deux personnes de même sexe.

3.4

Les **descendants successibles** de la personne assurée sont:

- les propres enfants de celle-ci ainsi que les enfants qu'elle a adoptés;
- les enfants qu'elle a recueillis qui peuvent prétendre à une rente en vertu de l'AVS/AI;
- les enfants de son conjoint à l'entretien desquels elle subvenait entièrement ou de manière prépondérante

3.5

Les **personnes à l'entretien desquelles la personne assurée subvenait de façon substantielle** englobent:

- le partenaire sans droit à une rente de partenaire;
- le conjoint divorcé;
- le père et la mère ou l'un des deux;
- les frères et sœurs;
- les descendants de la personne assurée qui n'ont pas la qualité d'héritiers;
- les enfants du conjoint ou du partenaire issus d'un autre lit;
- d'autres personnes (p. ex. filleul).

On parle d'entretien lorsque les bénéficiaires dépendent du soutien économique de la personne assurée, c'est-à-dire lorsque le décès de cette dernière entraîne une dégradation importante du mode de vie antérieur. Certaines restrictions du niveau de vie doivent néanmoins être acceptées. L'entretien ne doit pas nécessairement relever d'une obligation légale.

D'une manière générale, il est question d'entretien de façon substantielle dès lors que la personne assurée assume au moins pour moitié la charge des bénéficiaires et subvient régulièrement à leur entretien.

L'entretien doit pouvoir être attesté à la date du décès ou pour les années qui le précèdent immédiatement.

3.6

La désignation de père ou de mère renvoie toujours aux **parents** de la personne décédée.

3.7

Par **autres héritiers légaux**, on entend tous les autres héritiers légaux (p. ex. frères et sœurs), à l'exclusion des corporations de droit public.

De quoi faut-il tenir compte lors d'une modification de la désignation des bénéficiaires?

4

La personne assurée peut, en établissant une clause bénéficiaire spéciale, désigner des bénéficiaires et préciser la part qu'elle entend leur faire attribuer au sein du groupe de personnes définies au chiffre 2 a) à f). Ce faisant, elle peut modifier l'ordre des bénéficiaires.

En l'absence d'ayants droit définis aux lettres a) à f), elle peut désigner des personnes parmi les héritiers légaux et préciser leur part de la moitié du capital en cas de décès.

Une clause bénéficiaire spéciale doit être annoncée par écrit à la Fondation.

La personne assurée peut en tout temps révoquer une clause bénéficiaire spéciale. Dans ce cas, l'ordre général des bénéficiaires est à nouveau respecté.